

## Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Affaires sociales

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

#### Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Patrick VIGNAL

## **Contrat de ville - Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproques (PERR) - Ville de Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La circulaire du 22 janvier 2019 relative à la mise en œuvre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) prévoit la rénovation des contrats de ville (prolongés jusqu'en 2022) sous la forme d'un protocole d'engagements renforcés et réciproques (PERR) qui sera ajouté au contrat, dans la logique du Pacte de Dijon. Cette rénovation des contrats traduit, au niveau local, la mobilisation de l'Etat, de la Métropole, de la Ville et de celle de chacun des partenaires.

Ce protocole d'engagements renforcés et réciproques est conçu comme un levier pour relancer le contrat de ville et s'inscrit donc dans sa continuité. L'objectif consiste à ajuster la stratégie initiale de 2015 pour mieux répondre à l'évolution des besoins des habitants, et identifier pour chaque partenaire les modalités de leurs interventions renforcées respectives au titre de leur politique de droit commun, ainsi que leur inscription et participation au service de ces objectifs.-

Dans un délai très contraint imposé par la circulaire, l'ensemble des parties prenantes ont été associées à la démarche : institutions, conseils citoyens, associations et entreprises. La délibération présentée au Conseil municipal du 18 juillet dernier a décliné la méthode qui a été engagée, méthode basée comme pour l'élaboration initiale du contrat de ville, sur l'échange et le partenariat. Les grands projets tels que le NPNRU, la Cité Educative, relevant des champs affichés dans le pacte de Dijon, mais aussi les engagements réciproques de l'Etat et des collectivités signataires, ont été repérés, discutés et figurent dans le protocole. Les priorités gouvernementales au travers des 5 programmes de la mobilisation nationale pour les habitants

des quartiers : Sécurité, Education, Emploi, Logement, Lien social, ainsi que les recommandations issues de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole ont été intégrées. Des ajouts pourront y être apportés dans le cadre d'un avenant ultérieur.

Outre le contenu même du protocole qui rappelle les préconisations de l'évaluation du contrat de ville, la déclinaison sous forme de schémas des objectifs opérationnels, les engagements de chacun des financeurs, la mise à jour des modalités de pilotage et d'animation, celui-ci comprend également :

- le tableau compilant les engagements des partenaires sur leurs projets spécifiques aux quartiers politique de la ville ;
- le tableau d'évolution des fiches opérationnelles et les 69 fiches détaillées qui constituent l'ossature du contrat de ville jusqu'en 2022.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le Protocole d'engagements réciproques et renforcés 2019 – 2022 constituant l'avenant n° 2 du contrat de ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 27 novembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20191121-106803-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 03/12/19  
Réception en Préfecture : 03/12/19

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.